

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Marché 2024.27

Expertise d'analyse des risques professionnels et de l'organisation du travail au sein d'une unité mixte de recherche publique et un accompagnement à la définition d'un plan d'actions de prévention des risques psychosociaux

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

Le vendredi 15 novembre 2024 12 H 00, délai de rigueur




Date limite de réception des questions : Le vendredi 8 novembre 2024

A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil acheteur.



SOMMAIRE

Modalités de remise des offres.....	3
Copie de sauvegarde.....	3
Double envoi	3
Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures	3
Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question ».....	3
Signature électronique	3
SECTION I – ACHETEUR PUBLIC	4
1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public.....	4
SECTION II – OBJET DE MARCHE PUBLIC	4
1.1 Description/objet du marché :.....	4
1.2 Lieux d'exécution des prestations	4
SECTION III – PROCEDURE	4
1. mode de passation choisi	4
2. Forme du marché	4
3. Négociation	5
4. Auditions.....	5
5. Durée du marché.....	5
6. Variantes et PSE.....	5
7. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre	5
8. Critères d'attribution.....	5
SECTION IV – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	8
1. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent	8
2. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat.....	8
SECTION V – AUTRES RENSEIGNEMENTS	8
1. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)	8
2. Modalités de remise des candidatures et/ou des offres	9
PARTIE CANDIDATURE.....	9
PARTIE OFFRE	9
SECTION VI – ATTRIBUTION DE MARCHE.....	10
SECTION VII – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES	10

Modalités de remise des offres

	<p>Les offres doivent être transmises uniquement par voie dématérialisée via le profil acheteur de l'Université : www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>Le guide d'utilisation (Guide Entreprise), disponible à l'adresse suivante https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics, décrit les étapes pour déposer une réponse électronique.</p>
	<p style="text-align: center;">Copie de sauvegarde</p> <p>La copie de sauvegarde est une réplique exacte de la réponse électronique, utilisée en cas d'anomalie pour remplacer les dossiers de candidature et offres transmis en ligne. Toutefois, elle n'exempte pas le prestataire de l'obligation de soumettre son offre par voie électronique.</p> <p>Le candidat peut déposer une copie de sauvegarde sur support physique (CD Rom, Clé USB) avant la date limite de réception. Les copies de sauvegarde doivent être envoyées à la Direction de la Commande Publique, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h</p>
	<p style="text-align: center;">Double envoi</p> <p>Conformément à l'article R 2151-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique « le soumissionnaire transmet <u>son offre en une seule fois</u>. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, <u>seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres</u> ».</p>

Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

	<p style="text-align: center;">Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »</p> <p>Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique) à la personne publique jusqu'à 7 jours calendaires précédant la date limite de réception des offres. Ils le feront obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question » à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr (250 caractères maximum).</p>
	<p style="text-align: center;">Signature électronique</p> <p>La signature électronique n'est pas obligatoire. Si elle est utilisée, chaque document doit être signé avec un certificat de signature électronique valide garantissant l'identification du candidat. Une signature scannée n'est pas considérée comme une signature électronique, et la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas pour les documents qu'il contient. Les certificats doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) ou équivalent. Plus d'informations sur : https://www.economie.gouv.fr/daj/referentiel-general-securite-rgs-certificats-signature-electronique-marches-publics.</p>

SECTION I – ACHETEUR PUBLIC

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : UNIVERSITE DE LILLE	Direction de la Commande Publique dcp-fcstic@univ-lille.fr
Adresse : 42, rue Paul Duez	Code postal : 59000
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : https://www.univ-lille.fr/universite/marches-publics/	

SECTION II – OBJET DE MARCHE PUBLIC

1.1 Description/objet du marché :

L'objet du marché est l'expertise d'analyse des risques professionnels et de l'organisation du travail au sein d'une unité mixte de recherche publique (EGENODIA) et un accompagnement à la définition d'un plan d'actions de prévention des risques psychosociaux.

Conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique., la présente consultation fait l'objet d'un groupement de commandes (nommé Université de Lille) entre les établissements d'enseignement supérieur suivants :

- L'Université de Lille,
- L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
- L'Institut Pasteur de Lille
- le Centre National de la Recherche Scientifique Hauts-de-France

Nomenclature communautaire pertinente (CPV) :

Code principal	Description
90711100-5	Évaluation des risques et dangers autre que pour la construction

1.2 Lieux d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations est situé sur l'ensemble des sites mentionnés dans l'article 5.1 du CCAP.

SECTION III – PROCEDURE

1. mode de passation choisi

Le marché est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

2. Forme du marché

Le marché est composé d'un lot unique. Il s'agit d'une prestation de service et de suivi ne pouvant être effectuée que par un seul prestataire, relatif au caractère de risques psychosociaux avérés. Expertise à la demande des membres de F3SCT/F4SCT.

3. Négociation

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier conformément aux articles R.2122-1 à R.2122-9 du Code de la commande publique.

4. Auditions

Suite à l'analyse des offres selon les critères énoncés à l'article 8.3 du présent règlement de consultation (phase 1), les candidats classés aux trois premières places seront convoqués à l'audition en visio-conférence d'une durée d'une heure maximum. Ces auditions se dérouleront sur la semaine 49 soit à compter du 2 décembre 2024, chaque candidat sélectionné recevra une convocation via la plateforme des achats de l'état (PLACE).

5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée maximum équivalente à la réalisation de l'ensemble des livrables.

6. Variantes et PSE

A) Variante

Les variantes ne sont pas autorisées

B) Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet

7. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

120 jours à compter de la date limite de réception des offres

8. Critères d'attribution

8.1. Les critères d'attribution des candidatures sont les suivants :

L'examen des candidatures se fera conformément aux articles R2144-1 à R2144-7.



Les candidats doivent fournir obligatoirement les éléments suivants :

- **La certification ou l'habilitation en cours de validité pour les expertises auprès des CSE (Article L2315-94 et suivants du code du travail)**
- **Une liste de références significatives de prestations similaires, indiquant la nature et le montant des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé, au cours des trois dernières années.**

Après demande de régularisation dans les conditions de l'article R.2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R.2142-1 à 27 du code précité seront éliminées.

8.2. Les motifs d'élimination des offres

En application des articles R. 2152-1 à R. 2152-5 et R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses seront éliminées, et notamment les offres non conformes au cahier des charges et les offres incomplètes.(mémoire technique, annexe à l'attri1)

Il est précisé que :

- Une offre est considérée comme **irrégulière** si elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou si elle méconnaît la législation applicable en matière environnementale (Article L.2152-2 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inacceptable** si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inappropriée** si elle n'a pas de rapport avec le marché, car elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre aux besoins et exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation (Article L.2152-4 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **anormalement basse** si son prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).

8.3 Critères d'attribution du marché :

Les critères de sélection des offres suivants seront appréciés selon la pondération mentionnée :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante)

PHASE 1	
↓	
Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :	
Critères	Pondération
⇒ Critère 1 : Qualité du mémoire technique et méthodologique traduisant la compréhension des missions dont : ↓	40
- la méthodologie mise en œuvre présentant notamment :	
⇒ La compréhension du contexte (dont les points de vigilance et les conditions de réussite pour mener à bien cette nouvelle organisation)	20
⇒ La méthode de recueil des données employée	20
Critère 2 : Réactivité à intervenir (en jours calendaires) ↓	20
• Dans les 15 jours	15
• Dans les 21 jours	5
Critère 3 : Prix	20
PHASE 2	
↓	
Auditions	20 %
Total	100 %

⇒ Suite à l'analyse des offres selon les critères énoncés à l'article 8.3 (phase 1), les candidats classés aux trois premières places seront convoqués à l'audition en visio-conférence d'une durée d'une heure maximum. Ces auditions se dérouleront sur la semaine 49 soit à compter du 2 décembre 2024, chaque candidat sélectionné recevra une convocation via la plateforme des achats de l'état (PLACE).

SECTION IV – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

1. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

- Financement sur des crédits budgétaires de l'Université de Lille.
- Application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Application de l'article R.2192-10 du Décret n°2018.1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'article L. 2192-10 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique : délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université de Lille.

2. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat

Renseignements concernant la situation propre du fournisseur, justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du code de la commande publique et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières minimales requises du candidat.

Les documents DC1 et DC2 joints au dossier de consultation des entreprises.

Le candidat aura la possibilité de candidater **seul**, en **groupement solidaire** (co-traitance), ou de déclarer des **sous-traitances** au moment du dépôt ou au cours de l'exécution du marché.

SECTION V – AUTRES RENSEIGNEMENTS

1. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)

- REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
- CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
- ATTRI1 (ACTE D'ENGAGEMENT)
- ANNEXE A L'ATTRI1 (ANNEXE FINANCIERE ET TECHNIQUE)
- FORMULAIRE DC1 LETTRE DE CANDIDATURE
- FORMULAIRE DC2 DECLARATION DU CANDIDAT
- FICHE DE CREATION FOURNISSEUR

2. Modalités de remise des candidatures et/ou des offres

⇒ Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

➡ PARTIE CANDIDATURE



Documents à fournir pour la candidature :

- DC1 Lettre de candidature
- DC2 Déclaration du candidat
- Fiche de création fournisseur
- Attestations fiscales et sociales en cours de validité
- Attestation d'assurance en cours de validité
- Relevé d'identité bancaire
- Une liste de références significatives de prestations similaires, indiquant la nature et le montant des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé, au cours des trois dernières années.
- La certification ou l'habilitation en cours de validité pour les expertises auprès des CSE (Article L2315-94 et suivants du code du travail)

➡ PARTIE OFFRE



Documents à fournir pour l'offre

- L'ATTRI1 (Acte d'engagement) complété et signé
- Annexe a l'Attri1 (annexe financière et technique) complétée et signée
- Le devis détaillé précisant le nombre de jours d'intervention et le montant consacrés à chacune des étapes (1 à 16 de l'article A.5 du CCTP)
- Le planning prévisionnel des différentes phases d'intervention et la durée de la mission - (les temps de préparation, le nombre, la nature et la durée des entretiens prévus, les temps de réalisation et les temps de bilan/présentation des résultats).
- Le CCAP et CCTP datés, acceptés sans modification, paraphés, signés et apposés du cachet commercial
- Un mémoire technique détaillé incluant la méthodologie de la démarche d'intervention proposée pour chacune des étapes.
- Une déclaration indiquant les effectifs et les compétences de la structure de conseil.
- En cas d'appartenance à un réseau ou à une liste d'intervenants en prévention des risques psychosociaux, les modalités de consultation de cette liste (adresse du site, lien internet vers la liste)
- Le responsable de la mission, la composition et les compétences de l'équipe dédiée à la mission (avec des CV détaillés).

SECTION VI – ATTRIBUTION DE MARCHE

L'acheteur demande au soumissionnaire retenu, conformément aux dispositions des articles R.2144-3 à R.2144-5 du Code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code précité. Les documents justificatifs et autres moyens de preuve acceptés comme preuve suffisante par l'acheteur figurent aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code susvisé.

Par ailleurs, en cas d'offre non signée au moment de son dépôt, l'attributaire sera invité, en même temps, à transmettre complété et signé l'ATTR1 (Acte d'engagement) du marché.

Remarque : Par souci de simplification, l'acheteur peut imposer aux soumissionnaires la signature de leur offre au stade du dépôt à condition de mentionner cette exigence dans le RC ou l'avis de publicité.

L'attributaire devra transmettre l'ensemble de ces documents (justificatifs et acte d'engagement) dans un délai maximum de **QUATRE JOURS CALENDAIRES** à compter de la réception de l'invitation par courriel ou courrier du pouvoir adjudicateur.

En cas de dépassement de ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer et de signer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après (et ainsi de suite).

Dès qu'il aura fait son choix, et avant conclusion du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur avise par écrit les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

SECTION VII – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES

Réglementation

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R 2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dématérialisation des marchés publics :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-trois-arretes-relatifs-a-dematerialisation-au-sein-commande-publique>

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817537A) relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1800783A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde-

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817546A) modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique

A Lille, le 23/10/2024